

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

23<sup>ème</sup> année - N° 4172 - Mardi 26 Juillet 2022 - Prix : 200 Fc

SOCIÉTÉ

## Les agents de Comores Télécom restent inflexibles



Photo d'archive

**PROCÈS DU CRASH YEMENIA À PARIS :**  
**L'association des familles  
des victimes parle d'une satisfaction**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

**Prières aux heures officielles  
Du 26 au 31 Juillet 2022**

**Lever du soleil:**

**06h 27mn**

**Coucher du soleil:**

**18h 00mn**

Fadjr : **05h 14mn**

Dhouhr : **12h 17mn**

Ansr : **15h 15mn**

Maghrib : **18h 03mn**

Incha : **19h 17mn**



## SOCIÉTÉ / ANJOUAN

## Pour les enfants de Sitti Hafsoit, le présumé meurtrier n'était pas seul



*Quelques semaines après le meurtre de leur mère, les enfants de Sitti Hafsoit Dhoifir estiment que le présumé coupable n'était pas seul. Selon eux, une seule personne ne peut agir de la sorte et opérer seul.*

Une marche pacifique a eu lieu dimanche dernier à Mutsamudu. Cette dernière avait regroupé une centaine de personnes qui ont sillonné la ville au départ de la Mairie jusqu'au palais de justice. Cette dernière avait comme objectif de réclamer justice pour le meurtre de Sitti Hafsoit.

Selon ses enfants, leur maison était bien sécurisée. « Impossible qu'une seule personne puisse agir de la sorte et opérer seul », insiste un des fils de la regrettée Sitti-Hafsoit Dhoifir lors d'une marche pacifique tenue hier lundi à Mutsamudu.

"Nous réclamons la vérité", "Mutsamudu est contre la criminalité" et "Que la justice soit faite pour Sitti Hafsoi Dhoifir", tels sont les messages qu'on peut lire sur les banderoles ce lundi 25 Juillet. Le Maire de la commune de Mutsamudu devant la scène a à son tour réclamé aussi « une justice rassurante et équitable dans une durée acceptable

». La famille et les proches de la regrettée victime ont exprimé leur colère et leur inquiétude sur la marche lente du dossier.

Selon une source autorisée, plusieurs auditions ont été déjà faites. « Près de 4 personnes sont déjà entendues et la procédure s'accélère », dit-il, avant d'ajouter que « le fait que le présumé coupable n'était pas seul, l'affaire devient de plus en plus difficile ». Rappelons que le présumé auteur du meurtre avait reconnu les faits quelques heures après avoir été interpellé par la gendarmerie.

Nabil Jaffar

## PATRIMOINE

## Grand-mariage, gaspillage

*C'est inmanquable : vous pouvez aborder la question sous toutes les formes possibles, la même réponse des jeunes interrogés sur le sujet revient sans cesse, tel un refrain. « Trop » pourrait être le titre de la chanson. Ou plutôt « Trop... et pas assez ». Trop d'argent, trop d'or, trop de luxe pour ces grands-mariages. Pas assez d'argent, de biens vitaux, de confort pour cette société.*

Aturia, étudiante, est sans pitié pour la coutume « argentivore » : « Le grand-mariage, c'est une mauvaise chose dans la mesure où nous vivons dans un pays sous-développé. On construit des maisons immenses, on dépense des sommes folles pour le grand-mariage, alors qu'à côté, des gens n'ont rien à manger ! » Pis, pour elle – elle rejoint en cela Damir Ben Ali -, « le grand-mariage détruit l'économie du pays. Dans une famille, une personne préfère garder son argent en vue du mariage plutôt que de payer l'école aux enfants, de leur donner à manger convenablement, de leur offrir une belle vie ! C'est un défi pour l'avenir, le grand-mariage ».

Abdou Mohamed Youssouf, tout nouveau bachelier, est moins catégorique. Pour lui, effectivement, « on gaspille pas mal d'argent au cours des grands-mariages. Ce sont des devises qui partent à l'étranger alors qu'elles devraient servir à investir ici ». Et de lancer ce constat terrible dans un des pays dits les plus pauvres du monde : « L'argent il est là, il ne manque pas, mais il part en fumée ! » Malgré tout, Abdou pense que cette coutume a encore un rôle à jouer : « Dans les villages, cela permet une distribution d'argent, et cela permet aussi de réaliser des projets, mosquées, écoles, réparation des routes... » Pas inutile donc, juste

mal utilisé.

Chipinda, étudiante, qui assure qu'elle fera le grand-mariage, est encore plus mesurée. Certes, « des dépenses folles sont faites », dit-elle, mais « c'est notre culture, notre coutume, on doit la préserver ». Selon elle, « il faudrait limiter l'argent dépensé, surtout l'or, car c'est quelque chose qu'on garde chez soi, c'est de l'argent qui dort, qui ne sert à rien ». Y croit-elle, à ces limitations ? « Bien sûr, cela fonctionne. A Moroni, ils l'ont fait » – il y a trois ans, les notables de Moroni ont limité le nombre de souverains (8 grammes d'or) à 50, contre 100 auparavant. Armia est du même avis : « Nos enfants changeront ça. Ils dépenseront moins ».

Aturia est moins optimiste : « Comment veux-tu faire ? Certaines personnes sont capables de dépenser des sommes folles pendant la semaine du grand-mariage, et le lendemain elles n'ont même pas de quoi se payer à manger !? C'est notre coutume, OK, mais nous sommes aussi des musulmans. Et l'islam n'a jamais dit de dépenser de telles sommes... Soilihi voulait s'attaquer au grand-mariage, parce qu'il avait compris que c'était le seul moyen de développer le pays ».

Toutes et tous s'accordent donc pour dire stop à de telles dépenses. Stop aux montants, stop également au fonctionnement : « Les gens qui se marient achètent tout à l'extérieur, regrette Antuf. C'est idiot. Ici on peut tout faire : les repas, les bijoux, les cadeaux... Pourquoi aller ailleurs ? » Au début du 20ème siècle, rapportait en 2002 Damir Ben Ali dans Tarehi (n°6), un chef de famille qui avait servi du riz importé pendant un grand-mariage était devenu la risée de l'île. Aujourd'hui, c'est la situation inverse qui prévaut : tout est importé. « Il faut changer ça », pense

Aturia.

Reste à savoir si ces jeunes, opposés à de telles dépenses, respecteront leur propre parole. Pour Damir Ben Ali, de tous temps, les jeunes se sont opposés au grand-mariage, « puis quand ils vieillissent, il le font »... Chipinda assure que non : « je ferais comme je veux, je dépenserais moins d'argent ». Pourra-t-elle résister à la pression familiale ? « Bien sûr. C'est moi qui déciderais ».

**Historien et anthropologue, Damir Ben Ali, a étudié la question.**

**D'un point de vue économique, qu'est-ce qui a changé entre le grand-mariage d'aujourd'hui et celui des origines ?**

A l'origine, le grand-mariage organisait durant toute l'année les travaux collectifs de production du village. Tout le monde œuvrait pour ceux qui allaient faire le grand-mariage : certains cultivaient les champs dont les produits servaient au grand-mariage, d'autres coupaient le bois ou brûlaient les coraux pour construire la maison de la mariée... Tout cela a disparu aujourd'hui. A l'époque, quand il y avait une fille qui se mariait, toutes les filles de son âge fabriquaient des draps, des rideaux. Il était inimaginable d'acheter des imprimés. Cela fonctionnait sur la base de l'échange de services. Je vais vous donner un exemple marquant. Aujourd'hui, il y a une cérémonie qui s'appelle le tibou. Peu de gens savent qu'il s'agissait à l'origine d'une plante, qui fournissait l'essence des parfums utilisés pour cette manifestation. Cette plante a disparu, mais la manifestation existe toujours, sauf qu'on échange de l'argent. Aucun travail collectif n'est réalisé. C'est significatif.



**Ce système existe-t-il toujours ?**

Aujourd'hui aussi, c'est communautaire, mais les gens participent avec de l'argent, qui a pris la place du travail. Avant, le travail avait une valeur sociale, plus maintenant.

**Avant quand ?**

Il y a eu deux phases. La première date de sous la colonisation : la société Humblot (colon qui possédait une grande partie des terres de Ngazidja, ndlr) importait tout à bas prix. A cette époque, on importait même le manioc ! Les gens qui travaillaient pour Humblot recevaient de l'argent et n'avaient plus le temps de travailler les champs du village, donc ils achetaient. Les travaux collectifs liés au grand-mariage ont disparu. La deuxième phase date de l'époque où nos voisins, la Tanzanie, Madagascar, sont devenues indépendantes (début des années 60, ndlr). Les Comoriens, qui vivaient là-bas, sont partis, car ils étaient français, et sont allés en France. Quand ils revenaient ici pour le mariage, ils amenaient de l'argent et du matériel, qui ont changé les modes de vie. Aujourd'hui, ceux qu'on appelle les Jeviens amènent même des cartons de jus de fruit achetés à Dubaï. La monétarisation et l'utilisation de produits importés ont changé le grand-mariage, qui a suivi les modifications de la société.

Cette évolution s'inscrit-elle dans une évolution plus générale ?

Oui, le grand-mariage s'inscrit dans la mondialisation, dans le sens de l'appauvrissement de la société. Il tue la créativité des artisans, des commerçants, des artistes.

**Le grand-mariage subit-il cette évolution ou l'accompagne-t-il ?**

Le grand-mariage a entraîné les importations. Il a toujours été un moteur.

**Justement, représente-t-il un moteur ou un frein pour les Comores ?**

Ce n'est pas un moteur... Son existence se justifie, elle permet de maintenir la cohésion familiale et villageoise, mais pour le pays, c'est un frein au développement. Avant, le travail représentait la valeur sociale la plus importante. Plus maintenant ! Aujourd'hui, c'est l'argent. Quelle que soit la manière. Quelqu'un qui a détourné de l'argent peut faire le mariage avec cet argent, cela ne dérange personne. Avant ce n'était pas possible. Cette évolution n'est pas propre aux Comores...

**Le grand-mariage ne suivrait donc que l'évolution générale ?**

Oui.

Propos recueillis par Rémi Carayol (Muzdalifa House)

## SOCIÉTÉ

## Les agents de Comores Télécom restent inflexibles

*La direction de la société Comores Télécom tente de trouver un accord avec les agents en instance de licenciement, afin de les transférer dans une autre société de sécurité dite « société multiservice ». Mais ces derniers restent inflexibles.*

Il y a toujours de l'eau dans le gaz entre la direction de Comores Télécom et les 400 agents de sécurité et femmes de ménage qui devraient être licenciés.

Après quelques semaines d'apaisement et d'étude sur le protocole d'accord entre la société et les agents, cet accord ne semble pas clair et satisfaisant pour le personnel. Pourtant, tout doit être mis en œuvre le mois prochain comme cela a été annoncé en juin dernier lors d'une rencontre entre la direction et les agents. Mais le processus s'annonce mal engagé pour la direction de la société. Dans une réunion samedi dernier entre les deux parties, les représentants des agents

déjà en détresse de restent inflexibles. « Soit nous restons des agents de Comores Télécom ou rien. Et si le directeur décide de nous suspendre, qu'il nous paie nos droits avant », lancent-ils.

Ils ont échangé pendant longtemps avec la direction de Comores Télécom mais rien n'a été concluant surtout de notre côté. « Ce protocole d'accord n'est pas satisfaisant. C'est une façon de se débarrasser de nous, en faisant croire qu'on aura les mêmes avantages, sauf que c'est

une autre société en création. J'ai plus de 20 ans dans cette société, donc j'ai vécu des tas de choses. On ne va pas avaler ces arguments », avance un ancien agent de l'entreprise publique.

Ce dernier trouve que les raisonnements de la direction sont incohérents. « Le conseiller nous a parlé de la même histoire de désengorger et sauver la société. Pourtant, dès son arrivée, le directeur a acheté plusieurs voitures dont des 4x4 dont lui seul connaît le prix d'achat. Et

aujourd'hui, il vient nous chanter que la société est en difficulté et qu'il faut diminuer les agents », poursuit-il. Ils sont 400 agents de sécurité et femmes de ménage menacés de licenciement économique et qui ne veulent surtout pas aller dans une autre société montée de toute pièces par l'actuel direction de Comores Telecom.

Nassuf Ben Amad

### PROCÈS DU CRASH YEMENIA À PARIS :

## L'association des familles des victimes parle d'une satisfaction

*Après 13 ans d'attente et de douleur, l'association des familles des victimes est revenue sur le procès de quatre semaines à Paris. Elle parle d'une véritable satisfaction et d'un combat qui a apporté ses fruits.*

Deux mois après la tenue du procès du crash de l'A310 de la compagnie Yemenia Airways qui a fait 152 morts et une seule rescapée, Bahia Bakari, l'association des familles des victimes est revenue sur les faits en conférence de presse hier lundi 25 juillet à Moroni. Treize ans d'attente et une véritable satisfaction pour les 73 victimes de nationalité française qui se trouvaient à bord de ce sinistre vol. Le président de ladite association Said Athoumane a expliqué qu'il était nécessaire de revenir sur le procès. « 40 témoins des familles des victimes ont été appelés à la barre dans ce procès. Notre objectif principal dès le départ, était la tenue de ce procès au pénal. Et cela a été



Familles des victimes Yemenia.

fait. L'essentiel pour nous est que la compagnie yéménite soit condamnée, donc reconnue coupable », avance celui qui témoigne que c'était un combat difficile. Il s'agissait d'une association contre des Etats à savoir Comores, la France et

Yémen.

Selon lui, la compagnie a fait tout pour étouffer cette affaire mais la consolidation du collectif a joint ces efforts. « Les autorités comoriennes de l'époque ont manœuvré pour bloquer ce combat. Il a fallu

trois ans pour qu'on obtienne le rapport technique afin de connaître les causes sommaires de l'accident, quelque chose qui ne prend en réalité que quelques mois. Donc aujourd'hui, nous sommes fiers d'avoir mené ce combat jusqu'au bout.

Nous avons rétabli la dignité de nos morts. Il était hors de question qu'on lâche l'affaire, nous avons fait un serment », dit-il.

Et d'ajouter : « durant les quatre semaines, les experts ont démontré les fautes graves et les manquements de la compagnie yéménite. On nous a permis durant la troisième semaine de témoigner, un moment fort. Le procureur a requis une peine pénale et nous attendons le délibéré le 14 décembre. Cette dernière est condamnée à 130 000 euros d'amende, une somme dérisoire pour une compagnie aérienne mais c'est la peine maximale requise par la justice française ». Si le collectif parle d'une satisfaction, en juin dernier, les familles à Moroni ont appelés les autorités comoriennes à s'autosaisir de cette affaire pour l'ouverture d'un procès pénal et civil à Moroni afin que justice soit faite.

Andjouza Abouheir

### QUALITÉ DU GAZOLE :

## Des voitures en panne après un passage à la station service

*Des voitures en panne, des moteurs abimés et des lourdes réparations, telle est la conséquence d'un supposé cocktail de carburant après un passage à la station service. Pourtant, jusqu'à preuve du contraire, la société des hydrocarbures rassure que le carburant livré est de bonne qualité.*

Plusieurs témoins confirment que des voitures sont tombées en panne après une purge de gazole ou d'essence dans les stations de services. Le plus triste dans cette histoire est que ce sont des voitures neuves garanties. Dans un post publié la semaine dernière sur la page sécurité routière Comores Km, des personnes affirment avoir reçu du carburant de mauvaise qualité dans les stations de la capitale. « Une station service à Moroni nous confirme que le gazole

est de mauvaise ainsi que l'essence et que la Société Comorienne des Hydrocarbures (SCH) », lit-on dans cette page. En tout cas, plusieurs internautes ont confié avoir eu le même problème.

Interrogé sur cette affaire, le conseiller à l'énergie Ali Saandi nous a renvoyé à la société des hydrocarbures. Cette dernière fait savoir que jusqu'à présent, aucune personne ni une station service ne s'est présentée aux hydrocarbures pour dénoncer une qualité médiocre du carburant. « La qualité du carburant est bonne. En tout cas à l'heure où je vous parle aucune personne ni station ne s'est plaint à ce sujet », lance Mze Ali Azhar, inspecteur général à la SCH.

Toutefois, ce n'est pas une histoire qui date d'aujourd'hui. Depuis plusieurs années, certaines stations service s'amuse à faire un mélange

de carburant pour faire plus de bénéfice. Un trafic qui a détruit pas mal de voitures. Malheureusement une enquête de fond n'a jamais été diligentée afin de stopper ces pratiques illicites. À titre d'exemple, un chauffeur de 406 a vu sa voiture abimée l'année dernière après une purge de gazole à une station de service.

Ce dernier s'est rendu à la station en question afin de demander des comptes. Il s'agirait d'un mélange du gazole et de pétrole, difficile à vérifier surtout en période de forte consommation ou de pénurie.

Andjouza Abouheir



**La Gazette des Comores**  
**Fondateur et Directeur général**  
 Said Omar Allaoui  
**Directeur de la publication**  
 Elhad Said Omar  
**Rédacteur en chef**  
 Mohamed Youssef  
**Secrétaire de rédaction**  
 Toufé Maecha  
**Rédaction**  
 A. Mmagaza  
 M.I.M Abdou  
 A.O. Yazid  
 Andjouza Abouheir  
 Nassuf Ben Amad  
 Kamal Gamal Abdou  
 Nabil Jaffar  
 Riward  
**Mise en page**  
 Abdouchakour Aladi Nourou  
**Responsable commercial**  
 Mariama Mhoma  
**Documentation archiviste**  
 Hadidja Abdou  
**Photographe / Site Web**  
 Mohamed Said Hassane  
**Impression**  
 Graphica Imprimerie  
 www.lagazettedescomores.com  
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

## ENVIRONNEMENT

## Le reboisement et la propreté de Ouallah-I, une priorité pour l'AJSGDO

*L'association des jeunes solidaires pour la gestion des déchets à Ouallah-I (AJSGDO) se mobilise pour la protection de l'environnement du village. Chaque week-end, des travaux de propreté sont réalisés dans ce village touristique. Le dimanche dernier, des travaux de reboisement des palétuviers sont également effectués sur le littoral afin de renforcer la protection des côtes contre la montée des eaux, un sujet préoccupant de tous les villages côtiers de Mohéli.*



Ouallah-I (Mirereni) est un village touristique qui regorge de plusieurs richesses floristiques et faunistiques. Pour pérenniser la biodiversité

de cette localité de Ramanetaka (le roi Mderehmane), l'AJSGDO a retroussé ses manches pour la sauvegarde de l'environnement. Créée il y a presque deux ans, cette association à but non lucratif organise

des activités de propreté tous les week-ends. L'objectif c'est d'avoir un village propre afin de lutter contre les maladies liées à l'insalubrité. « Nous avons mis l'accent beaucoup plus dans la gestion des déchets.

Malgré nos maigres moyens, tous les week-ends, nous effectuons une descente sur les plages pour nettoyer le littoral mais aussi les ruelles du village afin d'assurer sa propreté » nous explique Hayinati Attoumane, membre de l'association AJSGDO.

Le dimanche dernier, ces jeunes solidaires, filles et garçons s'étaient fortement mobilisés pour la plantation des palétuviers par leurs propagules sur toute l'étendue du littoral de Mirereni où la mangrove, très menacée, existe encore. L'objectif est de protéger les côtes contre les variations climatiques mais aussi d'amortir la force capillaire des vagues tout en renforçant également la protection de la faune et de la flore dans cette forêt des marais.

Près de 200 propagules ont été plantés. « Si aujourd'hui il reste quelques mangroves à Ouallah, c'est parce que le milieu est propice et que nous devons en profiter pour restaurer cette végétation. C'est une priorité que doit se donner toute la population mohélienne car les mangroves jouent un rôle crucial contre les effets du changement climatique et le maintien de la biodiversité » explique le président de l'association Artadji Ali Soumail. Selon les spécialistes, les mangroves stockent 10 à 20 fois plus de CO2 que les forêts tempérées et boréales.

Riwad

## SOCIÉTÉ

## L'ONG Maeеча forme des jeunes sur les petits métiers

*12 jeunes hommes et femmes non scolarisés bénéficient d'une formation sur l'initiation aux petits métiers. Une initiative de l'ONG Maeеча pour l'éducation et l'égalité des chances.*

L'aviculture, l'agriculture, la transformation et la conservation des produits sont les principaux modules de formation organisés par l'ONG Maeеча au bénéfice de 12 jeunes issus de différentes localités de l'île. Ce sont des jeunes non scolarisés, ou qui ont abandonné l'école en majorité des femmes qui bénéficient de cette formation de 12 mois. Une formation qui sera suivie de différents stages dans les différentes institutions étatiques pour renforcer leurs capacités

sur le terrain.

Le but c'est d'initier les jeunes aux activités génératrices de revenus dans l'objectif de les préparer à être autonomes économiquement. Cette série de formation professionnelle permettra aux jeunes de créer des petits emplois leur permettant de joindre les deux bouts. « Cette formation a débuté cela fait presque 6 mois. Dieu merci tout se déroule à merveille. J'estime que nous recevons les connaissances requises pour nous permettre de nous en sortir. On nous a appris comment préparer de façon professionnelle des yaourts, du lait caillé, des pépinières, mais aussi tous ce qui est du jardinage et autres », témoigne Nouridine Mohamed Abdou, bénéficiaire de cette apprentissage.

Chaque cours théorique est suivi d'une séance de pratique. Le vendredi dernier, ces apprentis ont effec-

tués une descente au centre rurale du développement économique (CRDE) de Fomboni



qui est un partenaire technique de l'ONG Maeеча pour une évaluation des connaissances dans le domaine de l'agriculture notamment sur les produits maraichers, les méthodes de multiplication végétative dont la technique PIF pour les bananeraies. « Cette méthode consiste à fragmenter le bulbe du bananier pour obtenir de nombreux plants. Elle permet de produire d'une manière intensive et avec une forte productivité des rejets sains, d'obtenir 50 bulbes de bananier sur une période de 3 à 4 mois », explique un des bénéficiaires.

Riwad

## HABARI ZA UDUNGA

## Les vrais discours, ce sont les non-dits

*Alors que les cérémonies de grands mariages, prennent leur envol avec l'approche du mois de mai, beaucoup de nos cadres et autres portés mallette, ont le plus grand mal à se retrouver dans les dédales sans fin des traditions des îles de la lune.*

Et quand l'on parle de traditions, on a encore un mal fou à définir les contours et les limites. Entre ceux qui combattent bec et ongles le grand mirage, pardon, mariage, et ceux qui se disent partisans d'une modernité, il y a la grande masse qui ne sait pas où donner de la tête. En vérité

beaucoup de cadres sont désillusionnés et désabusés car ils naviguent en dehors de toute considération éthique ou philosophique. Le microcosme politique a cassé tous les systèmes de navigation et chacun pilote à vue. Il y a une absence inquiétante de répondant du corps social face à des maux qui exigeraient un véritable sursaut dans le vrai sens du terme.

On peut donc se demander, quel est le ressort qui est cassé en nous, pour nous rendre amorphes, face à des situations passablement compliquées pour ne pas dire autre chose. Un des multiples grands leaders du microcosme sous les cocotiers, disait dans nos

colonnes, qu'il faudrait psychanalyser le pays et la communauté internationale dans leur ensemble. Et certains aimeraient avant tout connaître les résultats de leur propre séance de psychanalyse. Cela pourrait décider les uns et les autres à s'y adonner. On ne sait jamais ! Le résultat, pourrait, peut-être, les amener à s'assagir.

En fait dans la réalité, le pays n'est jamais sorti de la logique des sultans batailleurs. Une logique du pouvoir pour le pouvoir qu'autre chose. Le pouvoir est devenu en quelque sorte, une cérémonie de grand mariage. Il faut que chacun y passe et reçoive le turban sur la tête et soit sultan à la place du

sultan, le temps qu'un autre vienne y prendre la place.

Les discours pompeux récités ici ou là au niveau politique, n'ont qu'une valeur symbolique et sont destinés essentiellement à usage externe. Les vrais discours, ce sont des non-dits que les spécialistes sous les cocotiers, savent décoder et tirer les dividendes le moment venu. Tout est question d'opportunité et de génie dans l'opportunisme, ajouteront les mauvaises langues.

Nous écrivons souvent que dans notre pays, le sens pratique, le pragmatisme et la recherche de l'efficacité sont des notions abstraites. Nous nous contentons de nous enfer-

mer dans un monde clos où tout est conditionné aux seuls rapports sociaux entre individus, familles et autres lignages.

Nous avons le plus grand mal à nous projeter vers des horizons nouveaux, vers un élargissement de notre vision de l'avenir. Le plus important est d'admettre là où nous avons failli et d'ouvrir le débat à des nouvelles approches qui prennent en compte les réalités du pays et qui valorisent les compétences et l'honnêteté.

Mmagaza

## SPORT

# Handballeurs disparus, l'affaire se politise !!!

*Trois semaines après la fuite des handballeurs comoriens à l'île de La Réunion, l'affaire n'en finit plus de faire couler de l'encre.*

*Après quelques jours d'accalmie, le débat semble relancé après l'intervention d'un "collectif de comoriens" vivant à La Réunion qui demande le retour au pays des jeunes fuyards.*

Après la stupéfaction de la fuite de nos handballeurs, place à l'indignation face aux propos tenus par un collectif de comoriens vivant à l'île de La Réunion suppliant les jeunes athlètes de rentrer au pays. Il suffit de lire les centaines de messages postés sur les réseaux sociaux pour voir le décalage de points de vue entre ces nouveaux défenseurs de la dignité comorienne et une majorité de comoriens qui n'en a cure de ces questions d'équilibre sociologique.

C'est dans le journal de 12h 30 de nos confrères de La Réunion 1ere que ce collectif s'est fait connaître. « Notre tâche principale est de les rencontrer, les aider, les faire comprendre qu'il y'a un équilibre social, un équilibre culturel et puis La Réunion est en proie à des difficultés. Donc, il ne faut pas remettre en cause l'équilibre de



ceux (comoriens) qui sont ici légalement », tente d'expliquer le leader du parti RIDJA, Me Larifou. Toute proportion gardée, on aurait cru entendre une version light de la fameuse phrase "la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde" qui rythme la vie politique française à chaque fois qu'elle est confrontée à des problèmes d'immigration massive. Récupération politique ou simple opération de communication.

Sous l'égide de l'ONG Waraba d'Afrique, ce collectif croit dur comme fer que ces jeunes ont préfé-

ré fuir pour échapper la pression politique exercée par un régime « dictatorial » qui sévit à Moroni, c'est du moins ce que la commentatrice du sujet semble avancer, parlant du point de vue du collectif. Mohamed Charif, présenté comme le président de l'ONG n'en dit pas moins. « C'est un moyen de se réfugier ici à La Réunion », lance au micro de nos confrères.

Si vraiment ces jeunes fuient une dictature politique, cette ONG doit au contraire les aider à s'y installer là-bas au lieu de les pousser à revenir au risque de subir les

courroux du régime, mais ne sommes pas à une contradiction près.

Sans faire l'apologie du fuyard, on imagine ces jeunes dans leur cachot mille questions. Sûrement dans l'une de celles-ci, revient « décidément, l'homme politique comorien ne sert à rien. Si il ne nous oppresse pas, même quand on réussit à fuir loin de lui, il réussit quand même à nous pourrir la vie ». Sauf que là, peut-être ils sont un peu plus près. Le débat est loin d'être clos.

AS Badraoui

## Numéros utiles

### Police

Moroni: 764 46 64  
Fomboni: 772 01 37  
Mutsamudu: 771 02 00

### Gendarmérie

Moroni: 764 49 92  
Fomboni: 772 01 37  
Mutsamudu: 771 02 00

### Immigration

Ngazidja: 773 42 86  
Anjouan: 771 01 73  
Mohéli: 772 01 37

### Aéroport

Hahaya: 773 15 95  
Ouani: 771 07 31  
Mohéli: 772 03 71

### Port maritime

Moroni: 773 00 08  
Mohéli: 772 02 57  
Anjouan: 771 01 43

### Hopitaux

Moroni: 773 25 04  
Fomboni: 772 03 73  
Mutsamudu: 771 00 34

### Banques

BIC: 773 02 43  
Eximbank: 773 94 01  
Banque centrale: 773 10 02  
SNPSF: 773 43 43  
Meck: 773 36 40

### MAMWE

Moroni: 773 48 00  
Mutsamudu: 771 02 09  
Fomboni: 772 05 18



## Appel à candidatures pour la 9ème édition du Salon Africain de l'Invention et de l'Entreprise Innovante, Abidjan-2022

L'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) organise du 16 au 19 novembre 2022 à Abidjan (Côte d'Ivoire), la 9ème édition du Salon Africain de l'Invention et de l'Entreprise Innovante, anciennement appelé « SAIIT » sous le thème « **Propriété intellectuelle, innovation et entrepreneuriat** ».

Ce Salon a pour objectifs :

- La détection des meilleurs résultats de la recherche, des inventions et innovations technologiques susceptibles d'aboutir à la création d'entreprises ou au renforcement de la compétitivité des entreprises existantes grâce à de nouveaux produits ou services innovants ;
- La promotion des projets innovants et /ou nouveaux produits ou services ;
- L'évaluation du niveau de créativité dans les Etats membres.

Le présent appel à candidatures est lancé pour sélectionner les meilleures inventions et innovations technologiques.

Cet appel à candidatures est ouvert aux inventeurs, aux chercheurs, aux institutions de recherche & développement, aux établissements d'enseignement supérieur et écoles d'ingénieurs, et aux entreprises des Etats membres de l'OAPI.

La sélection des inventions et innovations technologiques se fera sur la base des critères de nouveauté, de niveau d'inventivité et d'opportunité commerciale.

Plusieurs prix dont le Grand Prix du Président de la République seront décernés aux meilleures inventions et innovations technologiques présentées durant le Salon.

Les dossiers de candidatures peuvent être déposés au siège de

l'Organisation, auprès des Structures Nationales de Liaison avec l'OAPI (SNL) dans les Etats membres ou par voie électronique à l'adresse : [saiit@oapi.int](mailto:saiit@oapi.int). La date limite de réception des candidatures est xée au **19 août 2022**.

Les renseignements complémentaires et les formulaires de participation sont à trouver sur les sites web :

[www.oapi.int](http://www.oapi.int) ou [www.oapi.int/saiit](http://www.oapi.int/saiit).

### A Propos de l'OAPI...

L'OAPI est l'Oce intergouvernemental des 17 Etats membres. Il est chargé de délivrer les titres de propriété industrielle, notamment les brevets d'invention, les certificats d'enregistrement des Modèles d'Utilité, des marques de produits ou de services, des dessins ou modèles industriels et des obtentions végétales.

C'est également l'institution chargée de promouvoir l'utilisation stratégique de la propriété intellectuelle à des ns de développement dans les Etats membres.

Etats membres de l'OAPI :

Bénin, Burkina Faso, Cameroun, République Centrafricaine, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo.

**OAPI, Place de la Préfecture, B.P. 887 YAOUNDE, Cameroun**  
Tél. (+2374) 222 205 700/699 314 672/677 314 084

[www.oapi.int](http://www.oapi.int)

COMMUNIQUE DE PRESSE

# Un monde en crise a besoin de commerce et d'aide

*On trouvera ci-après un article d'opinion conjoint de la Directrice générale de l'OMC, Ngozi Okonjoleweala, de la Secrétaire générale de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Rebeca Grynspan, et de la Directrice exécutive du Centre du commerce international, Pamela CokeHamilton*

La période que nous vivons est la pire que l'économie mondiale ait connue depuis la création du système commercial multilatéral il y a plus de 75 ans. Le quadruple choc de la COVID-19, du changement climatique, des conflits et du coût de la vie a réduit à néant des années d'avancées durement acquises en matière de développement. Avec le durcissement des conditions financières, même des pays qui semblaient sur la voie de la prospérité et de la stabilité se retrouvent aujourd'hui dans l'abîme du surendettement, de la fragilité et de l'incertitude quant à leur avenir.

Une action multilatérale coordonnée est nécessaire pour faire face aux crises auxquelles nous sommes confrontés. L'aide et le commerce ont tous deux un rôle clé à jouer pour inverser les effets de ce quadruple choc et remettre le monde sur la voie de la réalisation des Objectifs de développement durable.

Nous dirigeons les trois agences internationales qui constituent la plateforme commerciale de Genève : l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et le Centre du commerce international (ITC). Nous travaillons ensemble pour faire en sorte que le commerce contribue au développement.

Nous sommes toutes trois profondément engagées à assurer une prospérité fondée sur le commerce et nous comprenons qu'un monde en crise signifie que nous ne pouvons plus nous permettre de continuer à agir comme si de rien n'était. Nous voulons "joindre le geste à la parole" pour que l'aide et le commerce profitent réellement aux gens.

**Pour cela, les décideurs politiques doivent tenir compte de trois aspects fondamentaux.**

Premièrement, il faut rendre le commerce plus écologique. Le commerce mondial peut jouer un rôle important dans la transition vers une économie sobre en carbone. Selon des recherches préliminaires de l'OMC, supprimer les droits de douane et obstacles réglementaires au commerce pour un ensemble de biens environnementaux liés à l'énergie permettrait de réduire les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> de 0,6% en 2030, uniquement grâce à l'amélioration de l'efficacité énergétique. Les retombées sur l'innovation et la baisse des prix pourraient également être positives, accélérant la transition vers des produits qui utilisent des énergies renouvelables à moindre intensité de carbone.

Deuxièmement, il faut rendre le commerce plus inclusif. Favoriser le développement des activités commerciales des petites entreprises et une plus grande participation des femmes et des jeunes rend les entreprises et les pays plus compétitifs, stimule la transformation économique et réduit la pauvreté. Pourtant, les enquêtes menées par l'ITC auprès des entreprises ont révélé que seule une entreprise exportatrice sur cinq était dirigée par une femme. Selon l'OMC, les micro, petites et moyennes entreprises représentent environ 95% de toutes les entreprises au niveau mondial mais seulement un tiers des exportations totales.

Troisièmement, il faut rendre le commerce plus connecté. Dans notre monde en réseau, l'avenir du commerce passe par les canaux et les plateformes numériques, en particulier pour les petites entreprises. Pendant la pandémie, nous avons vu comment le commerce en ligne était passé d'utile à essentiel à la survie. Selon la CNUCED, les services fournis par voie numérique représentent désormais près des deux tiers du niveau des exportations mondiales de services.

L'Examen global de l'Aide au commerce qui se tiendra du 27 au 29 juillet à Genève abordera ces thèmes. Cet événement intervient un mois après le succès de la douzième Conférence ministérielle de l'OMC, qui a remis le multilatéralisme commercial sur la bonne voie et a abouti à un accord historique sur les subventions à la pêche, et deux mois avant la COP27 en Égypte, qui pourrait déterminer les chances mondiales d'atteindre l'objectif des 1,5° C.

Les données montrent des signes prometteurs indiquant que l'Aide pour le commerce s'oriente vers plus de durabilité, d'inclusivité et de connectivité. Selon l'OCDE et l'OMC, il a été versé un montant record de près de 50



Ngozi Okonjoleweala, la Directrice générale de l'OMC



Rebeca Grynspan, la SG de la CNUCED.



Directrice exécutive du Centre du commerce international Pamela Coke Hamilton.

milliards d'USD au titre de l'Aide pour le commerce en 2020, dont la moitié était liée au climat ou à l'égalité des genres, et un tiers était en faveur de l'économie numérique. Malgré les pressions budgétaires croissantes au niveau national, il est essentiel de maintenir et d'accroître ces flux d'aide pour le commerce.

Une contribution optimale de l'Aide pour le commerce à la réalisation des Objectifs de développement durable exige aussi une attention résolue sur les questions de savoir "où" et "comment" produire des résultats en matière de développement.

Concentrons-nous sur les pays dont les besoins en matière de commerce et de développement sont les plus élevés – en particulier les pays les moins avancés et les pays fragiles/touchés par des conflits – et sur les initiatives régionales telles que la ZLECAF, afin de leur permettre d'établir des chaînes de valeur régionales plus larges et plus inclusives et une croissance fondée sur le commerce.

Cela implique un partenariat entre les organisations internationales. L'OMC, la CNUCED et l'ITC collaborent déjà sur des initiatives telles que le Global Trade Helpdesk, qui simplifie les études de marché en regroupant les renseignements clés sur le commerce et les entreprises sur un portail unique, ainsi que sur le soutien aux pays exportateurs de coton en Afrique.

Enfin, des financements publics et privés doivent être mobilisés. La Société financière internationale estime à 300 milliards d'USD le déficit de financement des femmes dans le monde, et le déficit de financement du commerce mondial a presque doublé par rapport au montant déjà stupéfiant de 1 500 milliards d'USD. Sans accès au financement, les entreprises ne peuvent se développer, se diversifier ou se formaliser.

Nous terminons par un appel à l'action. La création d'un avenir plus durable, plus inclusif et plus connecté est le grand défi de notre époque. Ensemble, l'aide, le commerce et le multilatéralisme font partie de la solution. Il est normal et compréhensible que les gouvernements agissent pour soutenir leurs propres économies en période de crise. Nous devons agir maintenant pour faire en sorte que les plus pauvres et les plus vulnérables du monde puissent encore trouver la voie de la prospérité grâce au commerce mondial.

**Ngozi Okonjoleweala, Directrice générale de l'OMC**  
**Rebeca Grynspan, Secrétaire générale de la CNUCED**  
**Pamela CokeHamilton, Directrice exécutive du Centre du commerce international**